

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 2

Artikel: Morale de boutiquiers et action directe
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382796>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bulgarie. — Les métiers Northrop n'ont pas encore été introduits dans les districts textiles de Bulgarie.

WM. MARSLAND,

Secrétaire de la Fédération internationale des syndicats ouvriers de l'industrie textile.



Morale de boutiquiers et action directe

Vous connaissez cette couche spéciale de notre petite bourgeoisie que nos camarades allemands désignent sous le nom de „Spiessbürger“, marchands, cafetiers, petits patrons, boutiquiers, quoi, qui se vantent d'être, avec les paysans, les consoles les plus puissantes de l'État, les meilleurs soutiens de l'ordre (établi bien entendu) et les sauvegardes de la morale (courante).

Eh bien! ce sont les représentants intellectuels de ces boutiquiers, parmi lesquels nous pouvons aussi compter notre excellent professeur Speiser, à Bâle, qui reprochent aux ouvriers d'être des gens malhonnêtes, quand ces derniers veulent profiter de la bonne marche des affaires pour obliger le patronat à concéder des améliorations qu'il ne veut pas accorder de bon gré. Au cas où les ouvriers ont recours au moyen de la grève, à un moment où les patrons se trouvent serrés, M. le professeur Speiser déclare que ces ouvriers sont des usuriers, sans s'inquiéter des raisons qui les poussent à faire grève, sans demander si, oui ou non, les revendications ouvrières sont justifiées et si les ouvriers auraient ou non pu obtenir gain de cause par une autre procédure.

Nous pourrions bien nous moquer de tous ces gens qui, consciemment ou non, calomnient la classe ouvrière, qui cherchent à discréditer le mouvement syndical. Mais ce qui est assez intéressant, c'est que ces mêmes savants disparaissent ou restent complètement muets quand les marchands de blé, de farine, de cuir, les bouchers, les boulangers ou les brasseurs s'entendent pour une action commune, dont le but est toujours une augmentation de leurs profits au détriment des producteurs et des consommateurs. Les prix des vivres et loyers peuvent augmenter tant que la classe ouvrière et avec elle la population pauvre ne peut plus souffler, nos grands savants ne descendent point de l'Olympe pour dénoncer les véritables usuriers à la vindicte publique.

Tout au plus, nous voyons apparaître le docteur Lauer, ou quelque autre statisticien conscient à la tribune, pour démontrer au peuple par quelques chiffres ramassés au choix, qu'il

ne peut être question d'un renchérissement de la vie et que si les prix des vivres et ceux des loyers augmentent, c'est aux ouvriers, toujours mécontents, qu'il faut s'en prendre. Pourtant, tous ces démagogues savent parfaitement que les circonstances résultant du régime économique actuel obligent les travailleurs de lutter pour avoir des conditions de travail et un salaire en rapport avec ces circonstances.

Seulement, l'opinion publique se place généralement du côté du plus fort et ainsi l'exploitation de la population ouvrière, autant des producteurs que des consommateurs, paraît justifiée.

L'usurpation systématique du droit de coalition, les lois d'exception, l'intervention des autorités dirigée contre les travailleurs dans les conflits économiques, les jugements répressifs de classe, tout cela correspond à la conception du droit du plus fort.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de ce que les travailleurs en lutte, à bout de patience, finissent par recourir à la force brutale, à l'action directe ou autres moyens, malgré que les organisations syndicales modernes s'y opposent, ne voyant aucune solution favorable dans l'emploi de tels moyens.

Cependant, il suffit qu'un pareil cas se produise pour que nos bourgeois et leurs laquais lancent les pires accusations aux hommes de confiance ou aux fonctionnaires des organisations syndicales. Les marchands, les cafetiers et autres boutiquiers font chorus avec le patronat pour réclamer des lois d'exception, des levées de troupes ou renforts de police, il leur faut même des tribunaux militaires pour sauvegarder l'ordre. La sauvegarde des intérêts des exploités et la sécurité des classes privilégiées paraît comme un devoir sacré qui justifie tous les moyens de la classe bourgeoise. Quant à la morale du patronat, les ouvriers sont payés pour la connaître.

Malgré cela, il reste beaucoup de camarades parmi nous qui considèrent les représentants de la classe moyenne comme des braves bonshommes qui auraient conservé un reste de loyauté et d'honnêteté des temps passés.

Nous sommes, au contraire, de l'avis qu'à peu d'exceptions près, la classe moyenne a subi l'influence du capitalisme et a changé la bonhomie et l'honnêteté contre les mœurs bourgeoises, contre la morale de l'argent. Les vieux principes de loyauté ont fait place à la recherche du plus grand profit.

Les événements qui se sont produits pendant la récente inondation de Paris nous ont fourni de nouvelles preuves éclatantes, démontrant à quoi nous en sommes avec la morale de ces meilleurs piliers de l'Etat.

On sait qu'à Paris, à la suite de cette catastrophe, plus de 40,000 personnes furent dépourvues de logement en peu de temps. Il y en a à peu près autant qui furent forcés de chômer. Pendant deux semaines, il était difficile dans certains quartiers de la capitale de se procurer des vivres, de sorte que les sinistrés ont souffert en même temps de la faim et du froid, sans parler des pertes considérables que certaines familles ont subi par les dommages causés par l'eau au mobilier ou au logement.

Que firent maintenant nos bons petits bourgeois et boutiquiers parisiens dans ce moment de presse générale ?

Pour commencer, ils ont demandé au gouvernement — non pas de secourir les sinistrés, loin de là — ils ont exhorté le gouvernement à décréter l'état de siège et de concentrer un fort contingent de troupes. Comme prétexte pour justifier pareilles mesures on invoqua les actes de brigandage de quelques apaches, qui profitèrent de la confusion pour piller par-ci par-là. Pourtant, il s'agissait de quelques actes isolés et on sait que dans de telles conditions n'importe quel citoyen peut tirer sur les apaches comme sur des lapins, bref, il n'était point nécessaire de recourir à une levée de troupes pour finir avec les apaches de ce genre.

Mais pourquoi diable, nos boutiquiers ont-ils réclamé la troupe ? L'explication n'a pas tardé de venir.

Un certain nombre de patrons boulangers, bouchers, des marchands de légumes et comestibles ont voulu profiter du désastre pour procéder à une hausse artificielle considérable des prix des vivres.

Ils y ont même réussi dans une certaine mesure. Dans certains quartiers, le prix du pain fut augmenté à 1 fr. 50 et 2 fr. le kilo, les légumes, pommes de terre jusqu'à 50 cent. le kilo et le pétrole de 2 fr. 50 à 4 fr. les 5 litres. Dans plusieurs hôtels et restaurants on a également dû payer double prix.

Au cas où le gouvernement aurait donné satisfaction aux vœux des boutiquiers en décrétant l'état de siège, il est évident que nos marchands auraient profité de la situation pour commettre un acte de brigandage sur les consommateurs en grand style, étant donné que le danger d'une révolte de la population paraissait

diminuer à mesure que la troupe concentrée sur Paris augmentait.

Sans doute nos usuriers n'auraient pu continuer trop longtemps leur jeu, même sous l'état de siège, seulement, jusqu'au moment où les autorités auraient pris les mesures contre ce genre d'apaches, les consommateurs parisiens auraient déjà été joliment pillés. Dans une ville de 3 millions d'habitants on a vite fait d'empocher quelques millions de francs par une augmentation subite des prix des vivres.

En attendant, les consommateurs parisiens ont répondu aux escroqueries des marchands par une « action directe » bien compréhensible en pareille circonstance. Quelques boulangeries et magasins de légumes, dont les propriétaires se montraient par trop malhonnêtes furent pris à l'assaut par le public.

Le syndicat des ouvriers boulangers et l'Union syndicale du département de la Seine ont publié un manifeste dans lequel ils ont traité les usuriers comme ils le méritaient et en invitant les victimes de prendre par force les vivres qu'on leur refusait aux prix ordinaires et dont ils avaient besoin.

A cette occasion les petits bourgeois se sont montrés francs, tels qu'ils sont en réalité. Pendant qu'on organisait partout des collectes en faveur des sinistrés, au moment où les travailleurs, les matelots et les soldats firent l'impossible pour arrêter le fléau dévastateur et pour sauver les vies humaines en danger, pendant que les syndicats ouvriers convoquaient réunion sur réunion pour s'entendre comment venir en aide aux victimes, nos boutiquiers qui se vantent d'être les meilleurs éléments de la société n'ont fait autre chose que de profiter de la situation pénible de leurs concitoyens, pour les frapper d'une augmentation criminelle des prix des vivres.

Ces gens n'ont qu'une idée, *c'est de faire du profit*, ils ne sont capables que d'une action, celle de ramasser de l'argent et leur morale n'a d'autre base que la *recherche du profit*.

Ailleurs, les petits bourgeois et boutiquiers ne valent guère mieux qu'à Paris. Toute la différence consiste en ceci, c'est que les nôtres n'ont pas encore eu l'occasion de se montrer aussi francs que leurs confrères parisiens.

Cependant, il est à prévoir que des événements se produiront bientôt chez nous aussi qui montreront d'une façon éclatante qu'il faut chercher les voleurs parmi ceux qui crient le plus « au voleur ». « L'action directe » des boutiquiers parisiens a dévoilé la morale de toute leur classe.